



Assemblée générale

Distr. générale
13 septembre 2004
Français
Original: anglais

Cinquante-neuvième session

Point 55 de l'ordre du jour provisoire*

Renforcement du système des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général en réponse au rapport du Groupe de personnalités éminentes sur les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la société civile

Résumé

Le présent rapport a été élaboré en réponse au rapport du Groupe de personnalités éminentes sur les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la société civile (A/58/817 et Corr.1). On y trouvera des observations sur certaines des recommandations du Groupe vues dans l'optique du Secrétariat de l'ONU et, dans certains cas, des suggestions précises concernant leur application, que l'Assemblée générale souhaitera peut-être prendre en compte.

Le Secrétaire général recommande le rapport du Groupe à l'attention de l'Assemblée générale. En développant et en approfondissant les relations avec les organisations non gouvernementales, on renforcera à la fois l'Organisation des Nations Unies et les débats intergouvernementaux sur des questions d'importance mondiale. Le Groupe montre de façon fort convaincante que l'ONU doit s'ouvrir plus sur l'extérieur. Autre thème important : la nécessité pour l'ONU de « relier le global au local ». S'appuyant sur les propositions du Groupe, le présent rapport fait un certain nombre de suggestions concrètes en ce qui concerne l'accroissement de la participation des organisations non gouvernementales dans les organes intergouvernementaux, le processus d'accréditation, une meilleure participation des organisations non gouvernementales des pays en développement et le renforcement de la propre capacité institutionnelle de l'ONU aux fins d'une plus grande participation des organisations non gouvernementales.

* A/59/150.



I. Introduction

1. Mon rapport d'il y a deux ans, intitulé « Renforcer l'ONU : un programme pour aller plus loin dans le changement » (A/57/387 et Corr.1) évoquait l'importance croissante des organisations non gouvernementales (ONG)¹ pour les travaux de l'Organisation des Nations Unies :

« Ces réseaux internationaux d'organisations non gouvernementales en pleine expansion rassemblent virtuellement tous les types d'organisations, de la communauté villageoise aux sommets mondiaux, et incluent tous les aspects de la vie publique, de l'octroi de microcrédits à la fourniture de secours d'urgence, en passant par l'action en faveur de l'environnement et la promotion des droits de l'homme. »

2. Comme je l'ai souligné dans ce rapport, les liens qui existent entre l'ONU et les ONG sont aussi anciens que la Charte elle-même. Et pourtant le système devant faciliter cette interaction a besoin d'être renforcé. C'est pourquoi j'ai nommé, en février 2003, un groupe de personnalités éminentes, présidé par l'ancien Président du Brésil, Fernando Enrique Cardoso. Le Groupe a travaillé d'arrache-pied au cours de l'année passée, recensant les pratiques existantes, consultant largement les parties intéressées et proposant de meilleures façons de gérer les relations entre l'ONU et la société civile. Le rapport du Groupe (A/58/817 et Corr.1) a été distribué le 21 juin 2004 et comporte 30 propositions précises de réforme et d'amélioration.

3. D'entrée de jeu, il importe de souligner que l'Organisation des Nations Unies est et demeurera une organisation intergouvernementale où les décisions sont prises par les États Membres. Les précieuses suggestions du Groupe doivent être replacées dans le contexte du processus de modernisation et de changement institutionnel auquel l'Organisation est soumise depuis une décennie. Le développement et l'approfondissement des relations avec les ONG renforceront encore davantage l'institution et le débat intergouvernemental. L'ONU doit saisir cette occasion d'imprimer plus fortement sa marque dans un monde devenu très différent de ce qu'il était lorsqu'elle a été créée il y a près de 60 ans.

4. Dans sa toute première proposition, le Groupe avance de façon convaincante l'idée que l'ONU devrait s'ouvrir plus sur l'extérieur et mieux tirer parti de son rôle fédérateur au niveau mondial qui lui permet de mettre en contact les diverses parties prenantes concernées par une question. Je suis aussi tout à fait convaincu que développer les consultations de l'ONU avec différentes parties prenantes et faciliter la participation de celles-ci aux débats pertinents de portée mondiale ne peuvent qu'améliorer la qualité de l'analyse des politiques et des résultats sur lesquels celles-ci débouchent, y compris sous la forme de partenariats. Les partenariats associant plusieurs parties prenantes peuvent aider l'ONU à trouver des réponses novatrices à des questions critiques. De même, les débats lors des réunions de l'ONU peuvent s'en trouver enrichis et gagner en diversité tout en étant ancrés dans la réalité. Une concertation plus effective avec les ONG accroît aussi les probabilités de voir les décisions de l'Organisation des Nations Unies mieux comprises et soutenues par un large public diversifié.

¹ Aux fins du présent document, le terme « organisation non gouvernementale » est utilisé dans le sens qui lui est traditionnellement donné à l'Organisation des Nations Unies, conformément à la référence figurant à l'Article 71 de la Charte des Nations Unies.

5. La nécessité pour l'ONU de « lier le global au local » est un autre thème important du rapport du Groupe dont je me félicite. Les objectifs du Millénaire pour le développement ont contribué à la cohésion du fonctionnement du système des Nations Unies au niveau des pays et à l'alignement des activités de ce dernier sur le programme de développement qui émerge des grandes conférences et des sommets des Nations Unies. La réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement nécessitera impérativement une action concertée rendue possible par des partenariats sur le terrain avec les gouvernements et les ONG. Axer l'attention sur ces objectifs offre aussi l'occasion de faire en sorte que les réalités locales aient un impact sur les délibérations à l'échelle mondiale.

6. Je recommande le rapport du Groupe à l'attention de l'Assemblée générale et j'espère que ses recommandations feront l'objet de l'examen attentif et positif qu'elles méritent. Le présent rapport comporte des observations sur certaines des recommandations du Groupe vues dans l'optique du Secrétariat de l'ONU et, dans certains cas, des suggestions précises concernant leur application, que l'Assemblée générale souhaitera peut-être prendre en compte. Le rapport comporte six rubriques :

- Accroître la participation des ONG dans les organes intergouvernementaux;
- Créer un fonds d'affectation spéciale en vue d'accroître la participation de représentants d'ONG de pays en développement;
- Améliorer le processus d'accréditation;
- Améliorer le dialogue du Secrétariat de l'ONU avec les ONG;
- Améliorer l'association des ONG à l'action de l'ONU au niveau des pays;
- Explorer l'élargissement du Bureau pour les partenariats;
- Gérer le processus de changement.

II. Accroître la participation des ONG dans les organes intergouvernementaux

7. La participation des ONG dans les organes intergouvernementaux a augmenté de façon spectaculaire ces dernières années, en particulier après et pendant les grandes conférences internationales et l'examen de leurs résultats au bout de 5 ou 10 ans. Il est désormais courant que des ONG assistent aux délibérations intergouvernementales de bon nombre des organismes du système des Nations Unies et participent à une large gamme de mécanismes consultatifs et de partenariats. Diverses modalités pour la participation des ONG ont été mises au point au cours des 15 dernières années.

8. La mesure dans laquelle les ONG seront capables de s'organiser dans de vastes réseaux axés sur des questions spécifiques aura une incidence sur la forme et l'impact de leur participation aux travaux de l'Organisation. Il y a eu dans le passé de nombreux exemples de réseaux de ce genre dont l'existence a grandement facilité le processus consultatif. Je me félicite de la proposition 23 du rapport du Groupe, qui souligne que les grands courants d'ONG devraient eux-mêmes prendre des mesures pour former des collectifs ou de vastes réseaux aux fins de la participation aux activités des Nations Unies. De tels collectifs faciliteraient considérablement les

processus thématiques associant diverses parties prenantes que le Groupe recommande dans la proposition 5.

A. Assemblée générale

9. L'Assemblée générale et ses grandes commissions associent de plus en plus les ONG à leurs délibérations, à la fois de façon informelle, par le biais de tables rondes et de groupes de discussion, et de façon formelle, par le biais d'invitations aux sessions extraordinaires et aux conférences organisées sous ses auspices et, plus récemment, par le biais du dialogue de haut niveau biennal. Ainsi, l'Assemblée s'est déjà, dans une certaine mesure, engagée dans la direction préconisée dans la proposition 6.

10. Je pense toutefois, comme le Groupe, que l'Organisation tirerait profit du développement et de la standardisation de ces pratiques de sorte qu'elles deviennent une composante normale des travaux de l'Assemblée générale. Par exemple, l'Assemblée pourrait institutionnaliser la pratique consistant à organiser avant les grandes manifestations des auditions interactives auxquelles participeraient des représentants des États Membres et des ONG dont le domaine de compétence coïncide avec les questions à l'ordre du jour. Une telle audition pourrait être « expérimentée » l'année prochaine avant la réunion de haut niveau sur le VIH/sida, qui doit se tenir le 2 juin 2005. Il pourrait y avoir un échange de vues sur les progrès réalisés dans l'application de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida².

11. L'Assemblée générale pourrait également décider d'organiser chaque année une audition interactive informelle de deux jours avec les ONG avant l'ouverture de sa session ordinaire, l'ordre du jour devant être déterminé lors de consultations entre le Président de l'Assemblée, le Bureau de l'Assemblée et des représentants des ONG. Cette pratique pourrait être inaugurée, à titre expérimental, à la soixantième session et évaluée au bout de cinq ans, ce qui coïnciderait avec l'examen au bout de 10 ans de l'application de la Déclaration du Millénaire.

12. Les questions concernant l'accréditation et les droits et responsabilités des ONG participant aux travaux de l'Assemblée générale sont traitées dans la section IV du présent rapport.

B. Conseil de sécurité

13. Dans la proposition 12, le Groupe a encouragé le Conseil de sécurité à accroître ses contacts avec les ONG. Le Conseil a pris un certain nombre de mesures dans ce sens ces dernières années. Il a eu plus fréquemment recours à la formule Arria³ pour des consultations avec des ONG. Ne serait-ce qu'en 2004, il a invité des représentants des ONG et le secteur des affaires à participer à deux débats ouverts : l'un sur le rôle du monde des affaires dans la prévention des conflits, le maintien de la paix et la consolidation de la paix après les conflits, et l'autre sur le rôle de la société civile dans la consolidation de la paix après les conflits. En outre, des

² Résolution S-26/2 de l'Assemblée générale, annexe.

³ Réunions informelles, convoquées et accueillies par l'un des membres du Conseil de sécurité, avec une ou plusieurs ONG ou d'autres experts, mais pour lesquelles il n'est pas établi de minutes.

membres du Conseil, lors de leur récente mission en Afrique de l'Ouest, ont eu de nombreux contacts avec des ONG clefs pendant toute la mission.

14. J'encourage le Conseil de sécurité à trouver les moyens de renforcer davantage ses relations avec la société civile. Des moyens de financement supplémentaires pourraient être fournis soit par le fonds d'affectation spéciale visé à la section III du présent rapport, soit par les équipes de pays des Nations Unies, afin d'accroître la participation aux réunions du Conseil des ONG présentes sur le terrain. J'ai également pris acte de la recommandation du Groupe tendant à ce que des commissions d'enquête indépendantes soient constituées après les opérations mandatées par le Conseil. J'estime qu'un tel mécanisme formel pourrait être réservé à des cas spéciaux. Le Conseil souhaitera néanmoins peut-être prendre l'habitude de réaliser, sous une forme ou sous une autre, une évaluation à laquelle certaines ONG apporteraient leur contribution à l'issue de chaque mission de paix.

C. Conseil économique et social

15. Ces dernières années, le Conseil économique et social et ses commissions techniques ont associé à leurs travaux de façon beaucoup plus marquée la société civile, et notamment les ONG accréditées auprès du Conseil, des fondations, des parlementaires et des autorités locales, ainsi que le secteur privé. Cela a enrichi les délibérations du Conseil et de ses organes subsidiaires. Le Conseil a lancé avec succès plusieurs initiatives associant de multiples parties prenantes, dont le Groupe d'étude des technologies de l'information et des communications. De même, la Commission du développement durable a associé des représentants de la société civile à ses travaux pendant toute la session d'examen qu'elle a tenue en 2004. D'autres organes subsidiaires du Conseil et le Conseil lui-même pourraient suivre cet exemple.

D. Parlementaires

16. La participation de parlementaires aux travaux de l'ONU a pris de multiples formes au fil des années. Leur participation au sein de délégations nationales et par le biais de diverses organisations parlementaires a contribué à rapprocher l'ONU des citoyens et de leurs représentants élus. L'Union interparlementaire a joué un rôle particulièrement actif qui a fortement favorisé une interaction plus régulière entre l'ONU et les parlementaires, rôle que l'Assemblée générale a d'ailleurs reconnu en lui accordant le statut d'observateur.

17. Je suis aussi d'avis qu'il faudrait faire plus pour renforcer les liens de l'Organisation avec les parlements et les parlementaires. Les propositions 13 à 16 mentionnent un certain nombre de mesures que je recommande à l'attention de l'Assemblée générale. Pour commencer, celle-ci souhaitera peut-être aussi en 2005 organiser ou appuyer des réunions de parlementaires qui débattraient des questions inscrites à l'ordre du jour de la réunion de haut niveau sur le VIH/sida, prévue pour le 2 juin 2005. En outre, l'Assemblée souhaitera peut-être recommander, organiser ou appuyer des réunions de parlementaires aux niveaux national, régional ou mondial, qui se tiendraient au début de 2006 pour apporter une contribution à la réunion d'examen de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida, prévue pour le courant de cette année-là. Avec l'expérience, de telles réunions pourraient jouer le

rôle des commissions des politiques publiques mondiales mentionnées dans la proposition 15.

E. Autorités locales

18. L'Organisation des Nations Unies a toujours entretenu des contacts avec les autorités locales qui sont des partenaires clefs, en particulier pour les activités de développement et humanitaires menées au niveau local. Pour la plupart des gens dans le monde, ce sont les autorités locales qui ont le plus grand impact sur leur vie dans des domaines tels que l'eau et l'assainissement, l'éducation et les services de santé. Au cours de la dernière décennie, des réseaux mondiaux d'autorités locales ont été créés, tout particulièrement Cités et gouvernements locaux unis, ce qui a grandement facilité le dialogue avec l'ONU et d'autres instances internationale des autorités locales organisées. En outre, un comité de l'ONU, le Comité consultatif des autorités locales, a été créé en 2000 pour renforcer le dialogue international avec les autorités locales sur les questions de développement, et en particulier sur l'action à mener pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

19. La participation directe des autorités locales au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) a également été élargie. C'est là une tendance dont il convient de se féliciter, et j'encourage les États Membres à continuer de faciliter la participation des autorités locales et de leurs associations dans les organes intergouvernementaux. Si l'Assemblée générale décide d'organiser une audition avant la réunion de haut niveau sur le VIH/sida, elle pourrait également souhaiter inviter les autorités locales et leurs associations. L'ONU continuera d'explorer les moyens de renforcer les liens avec les autorités locales, en particulier par le biais des travaux d'ONU-Habitat, et par celui des présences de l'ONU et d'autres organismes du système des Nations Unies dans les pays.

III. Créer un fonds d'affectation spéciale en vue d'accroître la participation de représentants d'ONG de pays en développement

20. Comme le souligne le rapport du Groupe, l'augmentation de la participation des ONG dans les organes intergouvernementaux est plutôt déséquilibrée : les ONG des pays en développement sont sous-représentées. Cela est dû en partie au fait que les ONG des pays en développement ne disposent pas de suffisamment de ressources pour couvrir les frais de voyage et d'hébergement. D'un autre côté, j'ai constaté avec satisfaction que le nombre d'ONG de pays en développement dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social a augmenté au cours de la dernière décennie. Par exemple, les ONG basées en Afrique représentent désormais 11 % du total, contre 4 % en 1996. Trente pour cent des ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil ont leur siège dans le monde en développement – ce qui est en partie le résultat des efforts déployés par le Secrétariat.

21. La participation de représentants de pays en développement aux récentes conférences mondiales a été favorisée par l'appui généreux d'une série de fonds d'affectation spéciale créés pour des conférences. Il n'y a toutefois pas de fonds de

ce genre pour financer la participation au Conseil économique et social, à ses organes subsidiaires ou à d'autres réunions intergouvernementales. De ce fait, peu nombreux sont les représentants d'ONG de pays en développement qui assistent aux réunions ordinaires de l'ONU.

22. Je me propose de créer un fonds d'affectation spéciale centralisé qui contribuera au financement des frais de voyage et d'hébergement de représentants d'ONG de pays en développement accrédités, de sorte que ceux-ci puissent assister aux réunions intergouvernementales, comme préconisé dans la proposition 27 du Groupe. Les fonds d'affectation spéciale existants qui contribuent à financer la participation à tels ou tels processus intergouvernementaux seront intégrés dans le nouveau fonds. Des incidences financières détaillées, les critères de financement et les modalités d'administration seront arrêtés en consultation avec les parties prenantes. J'encourage les États Membres à contribuer généreusement à ce fonds.

IV. Améliorer le processus d'accréditation

23. Dans son rapport, le Groupe fait un certain nombre de recommandations concernant l'accréditation des ONG. Pour récapituler, il propose que :

- a) Des ONG soient accréditées pour participer aux travaux de l'Assemblée générale;
- b) Un seul et même processus d'accréditation soit instauré pour toutes les instances de l'ONU;
- c) Un organe subsidiaire de l'Assemblée générale soit chargé de l'examen de toutes les demandes d'accréditation présentées par les ONG;
- d) Le processus d'accréditation soit rationalisé;
- e) Les droits et responsabilités découlant de la participation des ONG soient revus et harmonisés.

24. Je voudrais faire les observations et suggestions suivantes concernant chacune de ces rubriques.

A. Accréditer des ONG pour participer aux travaux de l'Assemblée générale

25. L'Article 71 de la Charte dispose que le Conseil économique et social peut prendre toute disposition utile pour consulter les organisations non gouvernementales qui s'occupent de questions relevant de sa compétence. Rien dans cet article n'interdit à l'Assemblée générale d'inviter des ONG à participer à ses sessions et à ses travaux. Il serait très utile de permettre une participation accrue d'ONG accréditées aux travaux ordinaires de l'Assemblée. Les ONG participent déjà aux travaux de l'Assemblée de façon informelle par le biais de groupes d'études et de tables rondes et en prenant part aux travaux préparatoires des conférences internationales, des sessions extraordinaires et du dialogue de haut niveau de l'Assemblée. On pourrait commencer par l'accréditation d'ONG auprès des grandes commissions, et décider plus tard s'il convient d'envisager aussi des accréditations auprès de la plénière. Si l'Assemblée décide d'accréditer des ONG

auprès de ses grandes commissions, les droits et responsabilités découlant de la participation devront être définis.

B. Instauration d'un système d'accréditation unique

26. Un système unique d'accréditation des ONG pour tous les organes intergouvernementaux de l'ONU, dont l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et les conférences, fondé sur une série de critères convenus, présenterait l'avantage de la simplicité, de la cohérence et de l'efficacité, comme le montre bien le rapport du Groupe. Il faciliterait également la participation des ONG à l'examen de questions complexes dont les diverses ramifications relèvent de plusieurs organes intergouvernementaux.

27. En ce qui concerne la proposition du Groupe tendant à fusionner les procédures d'accréditation pour le Conseil économique et social et le Département de l'information, un examen plus approfondi révèle qu'il y a une importante distinction à faire entre le processus d'accréditation, qui régit les relations entre les ONG et les organes intergouvernementaux, et le processus d'association, qui donne aux ONG le droit d'accéder aux documents, aux installations et au matériel de communication de l'ONU. L'un est manifestement un processus intergouvernemental, et l'autre non. Il ne semble pas très utile de chercher à fusionner les procédures ou les structures internes de l'ONU qui s'en occupent.

C. Charger un seul et même organe subsidiaire de l'Assemblée générale de l'examen de toutes les demandes d'accréditation

28. Si son Article 71 autorise le Conseil économique et social à prendre toutes dispositions utiles pour consulter les ONG, la Charte ne désigne pas de mécanisme ni d'organe spécifiquement chargé de l'accréditation des ONG. En outre, même si, conformément à la résolution 3 (II) du Conseil économique et social, en date du 21 juin 1946, le Comité des organisations non gouvernementales est actuellement l'organe intergouvernemental chargé d'examiner les demandes d'obtention du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, l'Assemblée pourrait, si elle le souhaite, adopter un système d'accréditation unique et en assumer la responsabilité. Un organe subsidiaire existant de l'Assemblée générale, peut-être le Bureau, pourrait être désigné à cette fin.

D. Rationaliser le processus d'accréditation

29. Que les États Membres décident ou non d'accepter les trois modifications exposées ci-dessus, il pourrait être apporté un certain nombre de modifications d'ordre procédural qui amélioreraient considérablement l'efficacité du processus d'accréditation.

30. Le Groupe indique que le processus actuel est lent, coûteux et subordonné à des « circonstances fortuites liées à la charge de travail », le Comité des organisations non gouvernementales étant actuellement composé de 19 États Membres qui font des recommandations au cas par cas pour l'accréditation auprès

du Conseil économique et social. L'arriéré considérable de demandes submerge un processus déjà saturé.

31. Certains efforts ont été faits pour améliorer le processus. Par exemple, un système électronique de gestion des réunions et de documentation (« comité sans papier ») a récemment été instauré, et les critères et conditions d'accréditation figurent maintenant sur le site Web de l'ONU. Le Comité des organisations non gouvernementales lui-même a fait des efforts louables pour améliorer ses propres méthodes de travail : il a rationalisé le questionnaire adressé aux ONG, a élaboré à l'intention des ONG des directives sur l'établissement des rapports et le suivi, et a restructuré le programme des réunions de façon à accroître l'efficacité. Des améliorations analogues ont été apportées au processus d'accréditation pour les grandes conférences mondiales. Un certain nombre de fonds et programmes et d'institutions spécialisées ont aussi adopté de nouvelles pratiques pour l'accréditation des ONG.

32. Les choses pourraient néanmoins être encore considérablement simplifiées. J'accueille favorablement les suggestions du Groupe qui, si elles sont appliquées, contribueront grandement à simplifier le processus d'accréditation. En gros, le paragraphe 131 du rapport du Groupe propose deux améliorations clefs :

a) Que le Secrétariat de l'ONU soit chargé de présélectionner soigneusement les demandes d'accréditation des ONG, sur la base de critères clairs, arrêtés par un organe intergouvernemental; et

b) Que soient communiquées aux États Membres pour examen des listes regroupant les demandes recommandées et les demandes non recommandées.

E. Droits et responsabilités liés à la participation

33. Les propositions 22 et 23 du Groupe visent les diverses catégories de statut des ONG (le statut général, le statut spécial et la liste) et les différences entre les droits de participation attachés à chacune d'elles. Ces catégories existent depuis plusieurs décennies, même si quelques modifications mineures ont été apportées en 1996. Il serait utile de revoir les catégories et les privilèges qui leur sont associés, en particulier compte tenu des pratiques informelles qui se sont développées ces dernières années. L'Assemblée générale souhaitera peut-être aussi envisager d'établir un régime uniforme de droits et de responsabilités pour la participation des ONG aux conférences mondiales et à ses sessions extraordinaires.

34. Parallèlement, se pose la question des devoirs et de la responsabilité des ONG. Par exemple, il y a actuellement un grand nombre d'ONG dotées du statut consultatif auprès de l'ONU qui ne se conforment pas à la règle qui veut qu'elles soumettent tous les quatre ans un rapport sur leurs activités et leurs liens avec les buts et objectifs globaux de la communauté mondiale. Les États Membres souhaiteront peut-être explorer la possibilité de l'élaboration d'un code de conduite, mentionnée dans la proposition 23 du rapport du Groupe, de façon à garantir que les ONG s'engagent à poursuivre les buts énoncés dans la Charte et agissent d'une façon qui reflète le caractère intergouvernemental de l'Organisation.

V. Améliorer le dialogue du Secrétariat de l'ONU avec les ONG

35. Le Groupe suggère de nombreux moyens pouvant être mis en œuvre par le Secrétariat pour intensifier son propre dialogue avec la communauté des ONG. Il suggère en particulier d'instituer un espace de discussion mondial sur l'Internet pour sonder l'opinion publique et la sensibiliser aux questions qui commencent à se poser (proposition 3) et des auditions publiques pour étudier les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs fixés à l'échelle mondiale (proposition 5). Le Secrétariat de l'ONU et d'autres organismes des Nations Unies entretiennent déjà des contacts avec les ONG de diverses manières. J'ai l'intention de passer en revue l'expérience ainsi acquise et les propositions du Groupe en consultation avec les ONG afin de déterminer la meilleure façon d'intensifier notre dialogue avec elles.

36. Le Groupe fait également des suggestions utiles sur la façon de promouvoir et d'expliquer les travaux de l'Organisation des Nations Unies à un large éventail de parties prenantes. Le Département de l'information est actuellement en contact avec un vaste réseau auprès duquel il diffuse des informations sur les travaux de l'Organisation, tout particulièrement lors de la traditionnelle conférence des ONG qu'il organise chaque année. Compte tenu du renforcement proposé de la participation des ONG aux débats intergouvernementaux, je demande au Département de l'information de chercher comment mieux lier ses travaux avec les ONG aux priorités des organes intergouvernementaux de façon à en accroître la pertinence et l'impact. Il importera aussi de faire en sorte que les gestes d'ouverture du Département de l'information complètent et appuient ceux des départements, fonds et programmes organiques.

37. Plusieurs autres mesures internes seront prises pour améliorer le dialogue du Secrétariat avec les ONG, notamment l'établissement d'une banque de données centrale sur les ONG et la compilation des meilleures pratiques en matière de participation des ONG aux activités de l'ONU de sorte que ces pratiques puissent être reprises dans tout le système des Nations Unies. En outre, l'accès aux documents officiels sera grandement facilité avec l'accès libre au Système de diffusion électronique des documents d'ici à la fin de 2004.

VI. Améliorer l'association des ONG à l'action de l'ONU au niveau des pays

38. Je me félicite de l'accent mis dans le rapport du Groupe sur l'association de la société civile à leur action au niveau des pays par toutes les composantes du système des Nations Unies. La relation entre le système des Nations Unies et la société civile a considérablement évolué au cours des trois dernières décennies. Les ONG participent désormais en tant que partenaires à part entière à la conception et à l'exécution des programmes et de plus en plus donnent des avis sur les questions de politique générale, font des analyses et mènent des activités de mobilisation. Dans les pays en crise et les pays qui sortent d'un conflit, en particulier, les ONG nationales et internationales sont des partenaires d'exécution cruciaux, sans lesquels l'aide humanitaire de l'ONU ne pourrait être acheminée. Leur participation au niveau de la consolidation de la paix, de la réconciliation et de la transition vers le retour à l'administration civile est également capitale. Bien entendu, les

gouvernements restent les principaux interlocuteurs pour le dialogue avec l'ONU au niveau des pays.

39. La participation de la société civile à l'élaboration des politiques nationales est capitale pour que celles-ci correspondent aux besoins du pays et pour que naisse le sentiment d'une prise en main nationale. Le Groupe des Nations Unies pour le développement facilite la consultation et une large participation des ONG et autres parties prenantes au processus d'élaboration des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, ce qui, dans un certain nombre de cas, a donné des résultats favorables aux pauvres qui se trouvent véritablement associés à un processus pleinement consultatif.

40. La plus grande attention accordée à l'échelle du système à l'action en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement a encore renforcé les relations avec la société civile. Les équipes de pays des Nations Unies aident les gouvernements et les organisations de la société civile à élaborer et réviser les rapports sur ces objectifs dans environ 60 pays. De plus, les commissions régionales s'occupent des questions de comparabilité des données et de cohérence des politiques, points sur lesquels les ONG ont aussi une importante contribution à apporter. Dans un nombre croissant de pays, des groupements de la société civile sont le fer de lance de campagnes en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, soit individuellement soit en partenariat avec les équipes de pays. Les ONG sont également des acteurs clefs dans les progrès accomplis sur le terrain, par exemple, en direction des objectifs du Millénaire pour le développement.

41. Le système des Nations Unies encourage également la participation d'ONG à l'élaboration des bilans de pays et des plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement. Toutefois, la nature et l'étendue de leur participation sont inégales, ce qui montre qu'il est nécessaire de mettre en place des capacités supplémentaires aux fins du dialogue sur les politiques ainsi que de l'analyse de celles-ci et de l'exécution des programmes. Là où des capacités sont mises au service de processus associant de multiples parties prenantes, les retombées bénéfiques sont considérables. Il faudra cependant des ressources et des chefs de file pour faire en sorte que les meilleures pratiques d'aujourd'hui deviennent à l'avenir la norme.

A. Renforcer la capacité des ONG au niveau des pays

42. Un certain nombre de mesures prometteuses ont déjà commencé à être prises afin de renforcer la capacité des ONG au niveau des pays. J'ai l'intention de renforcer et de reprendre ces initiatives ailleurs. Les objectifs du Millénaire pour le développement et les processus d'élaboration des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté offrent au Groupe des Nations Unies pour le développement d'importantes occasions de faire en sorte que la rhétorique soit mise en pratique, en donnant à toutes les parties prenantes, y compris les parlementaires et les autorités locales, la possibilité de contribuer à la réalisation des objectifs des gouvernements tels qu'ils ont été convenus à l'Organisation des Nations Unies. Les équipes de pays des Nations Unies devraient continuer à faciliter la participation des ONG en faisant campagne en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement, en suivant les progrès accomplis sur la voie de leur réalisation et en utilisant les objectifs comme points de référence aux fins des processus

d'élaboration des stratégies de réduction de la pauvreté et des cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté. Dans la plupart des pays, diverses composantes du système des Nations Unies financent périodiquement des ateliers et des échanges avec des ONG, l'accent étant mis en particulier sur les processus d'élaboration des cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté ainsi que sur la mobilisation au service des objectifs du Millénaire pour le développement et la communication d'informations concernant ces derniers. L'ONU a également appuyé la formation de collectifs d'ONG dans de nombreux secteurs, en particulier dans celui des soins de santé primaires. L'initiative des « organismes champions » de la société civile a été lancée en octobre 2003 par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour les coordonnateurs résidents et les représentants résidents, et 32 pays y participent déjà.

43. L'ONU accomplit également de réels progrès dans les efforts qu'elle déploie pour diffuser l'information concernant ses activités à tous les partenaires et à toutes les parties prenantes. L'utilisation de sites Web facilement accessibles, tels que la base de données nationale en Tanzanie, et la participation d'ONG à des réseaux de connaissances et à des groupes de discussion qu'elle a réussi à obtenir sont des débuts prometteurs.

B. Renforcer la capacité des coordonnateurs résidents des Nations Unies à obtenir la participation de la société civile

44. Le Groupe a reconnu que les coordonnateurs résidents jouaient un rôle capital en mettant en contact des partenaires clefs du système des Nations Unies et des organisations clefs de la société civile aux fins de la réalisation des objectifs nationaux. J'approuve pleinement les recommandations du Groupe qui préconisent un renforcement de la capacité des coordonnateurs résidents à identifier, organiser et faciliter des partenariats clefs (propositions 10 et 11).

45. J'ai demandé à tous les coordonnateurs résidents d'identifier un administrateur qualifié ayant l'expérience voulue du développement qui assurerait la liaison entre le Groupe des Nations Unies pour le développement et la société civile et coordonnerait l'association de la société civile à leur action par les organismes des Nations Unies dans chaque pays, un autre fonctionnaire devant être nommé au bureau du coordonnateur résident pour le seconder dès que les ressources le permettront (propositions 11 et 25). De même, il sera demandé aux coordonnateurs résidents d'organiser, si besoin est, des cours d'orientation en vue de nouer ou de renforcer des partenariats avec de multiples parties prenantes (propositions 7 et 28).

46. Je juge encourageant le fait que le Groupe ait reconnu que la création de groupes consultatifs d'ONG au niveau des pays pour guider la mise en œuvre des stratégies de l'ONU serait bénéfique (proposition 11). Le PNUD a déjà créé un comité pilote au Botswana en 2003, et j'ai demandé qu'un plus grand nombre de coordonnateurs résidents constituent de tels comités rassemblant des experts en développement provenant des ONG, des milieux universitaires, des médias et des autorités locales, qui serviraient d'instances consultatives et canaliserait la participation. J'estime que cela pourrait être un moyen efficace d'appuyer systématiquement les pouvoirs publics en assurant la participation d'ONG et de combler le gouffre entre les aspects théoriques de nos travaux et la mise en pratique.

47. Je vais créer un fonds d'affectation spéciale, auquel j'inviterai à contribuer des donateurs bilatéraux et des fondations, en vue d'accroître la capacité des ONG au niveau des pays et de financer des capacités supplémentaires au bureau du coordonnateur résident. Un groupe de travail du Groupe des Nations Unies pour le développement, présidé par le PNUD en tant qu'administrateur du fonds, donnera des orientations pour l'utilisation des fonds (fournir, par exemple, une mise de fonds initiale pour des équipes de pays qui proposent des initiatives novatrices) et mettra au point des stratégies en vue de promouvoir une participation accrue des ONG. Le Groupe des Nations Unies pour le développement collaborera étroitement avec le Bureau élargi pour les partenariats du Secrétariat, qui devrait être membre du groupe de travail susmentionné.

VII. Explorer l'élargissement du Bureau pour les partenariats⁴

48. Dans le cadre de mon second train de réformes de 2002, j'ai décidé de créer un Bureau pour les partenariats destiné à coiffer à la fois le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux et le Bureau du Pacte mondial. Le Bureau pour les partenariats est en cours de création et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a récemment autorisé un poste de sous-secrétaire général de façon qu'il soit dirigé à un niveau élevé. La proposition du Groupe tendant à élargir le Bureau pour les partenariats de façon à y inclure d'autres parties prenantes mérite d'être prise en compte. Un Bureau pour les partenariats élargi pourrait englober un petit service qui serait chargé de la mise au point des politiques de l'Organisation concernant les ONG, l'actuel Service de liaison avec les organisations non gouvernementales, un groupe de l'accréditation et un groupe de liaison avec les représentants élus.

49. Le Service de liaison avec les organisations non gouvernementales fait actuellement connaître les travaux de l'ONU. Le Groupe fait observer que ce service est très respecté dans toute la communauté des ONG et est perçu comme une source de connaissances objective très utile, qui guide les pôles de concertation du système des Nations Unies et les équipes de pays et apporte un soutien aux ONG qui participent aux réunions et manifestations de l'ONU. Toutefois, ce service est pour le moment tributaire de contributions volontaires et a de plus en plus de difficultés à financer son budget. Son incorporation au Bureau pour les partenariats lui conférerait un rang institutionnel plus élevé et une plus grande stabilité financière. Il faudrait toutefois l'accord des 17 bailleurs de fonds actuels et des décisions sur les arrangements en matière de financement.

50. En outre, des services séparés pour l'accréditation et la liaison avec les représentants élus pourraient être créés afin de compléter et d'appuyer les initiatives mentionnées aux sections II et IV du présent rapport. Cela serait compatible avec les propositions 16 et 20 du Groupe.

51. Bien entendu, les unités administratives qui traitent avec les ONG, avec les représentants élus et avec le secteur privé ont chacune leur propre identité et leur

⁴ Le Groupe a proposé la création d'un bureau de la coordination de l'engagement des parties prenantes et des partenariats. Par souci de simplicité et étant donné que le Secrétaire général a récemment créé un Bureau pour les partenariats, c'est ce dernier terme qui sera utilisé.

propre finalité, qui continueraient de dicter les politiques et les approches les mieux adaptées à leurs besoins particuliers. Il est cependant souhaitable que les services actuellement dispersés, qui traitent des différentes facettes de l'interface de l'Organisation avec les divers partenaires non étatiques, disposent d'une ancre institutionnelle, suivent des approches plus cohérentes et soient mieux guidés. Le Bureau pour les partenariats pourrait servir d'axe dans un système décentralisé et offrir aux ONG un portail unique et plus visible alors que les départements, fonds et programmes organiques maintiendraient leurs propres arrangements en matière de collaboration et d'ouverture sur l'extérieur. Le Bureau pourrait également mieux favoriser l'échange de données d'expérience et l'apprentissage collectif.

52. Contrairement à ce que propose le Groupe, je ne pense pas que ce serait une bonne idée d'inclure dans cette structure le secrétariat de l'Instance permanente sur les questions autochtones (voir proposition 24). Il serait sur le fond difficile de défendre la priorité qui serait ainsi accordée à ce thème par rapport à d'autres. Le secrétariat de l'Instance permanente fournit des services organiques et des services de conférence à cette dernière, qui relève directement du Conseil économique et social. Il est de ce fait logique et institutionnellement cohérent que le secrétariat reste au sein du Département des affaires économiques et sociales.

VIII. Gérer le processus de changement

53. Les changements prévus dans le présent rapport nécessitent une gestion et des contrôles rigoureux afin de déboucher sur de véritables améliorations dans les relations entre l'ONU et les ONG. À cette fin, des améliorations sont nécessaires dans quatre domaines.

54. Premièrement, il faut un dialogue plus organisé et plus soutenu avec la communauté des ONG, en ce qui concerne en particulier la mise en œuvre du présent rapport mais aussi la vaste gamme de questions pour lesquelles les ONG ont une précieuse contribution à apporter. Si le Bureau pour les partenariats peut assumer un important rôle de coordination, il incombe aux départements, fonds et programmes de faire en sorte que les parties prenantes qui s'intéressent à leur domaine de compétence soient systématiquement consultées.

55. Deuxièmement, les questions ayant trait à l'engagement des parties prenantes et au partenariat avec celles-ci doivent figurer en bonne place dans tous les processus liés aux ressources humaines, notamment le recrutement, la promotion et l'évaluation annuelle (proposition 28). Les fonctionnaires de tous les niveaux se verront offrir une formation destinée à améliorer leur capacité à traiter avec une plus large gamme de parties prenantes et à prendre en compte les ONG dans leurs travaux, en particulier par le biais de l'École des cadres des Nations Unies.

56. Troisièmement, l'application de ces mesures nécessitera des ressources qui, bien que modestes, n'en sont pas moins essentielles. Dans la mesure du possible, j'ai l'intention de prendre appui sur les capacités existantes et de mieux mettre à profit les ressources existantes afin de renforcer l'interaction entre l'ONU et les ONG. Toutefois, l'élargissement du Bureau pour les partenariats aurait certaines incidences – quoique modestes – budgétaires en 2006-2007. J'en appelle aussi aux États Membres pour qu'ils versent de généreuses contributions volontaires aux fonds d'affectation spéciale qui seront établis pour les fins exposées aux sections III et VI du présent rapport.

57. Enfin, je tiens à souligner que je suis résolu à faire en sorte que ces modifications prennent effet et que j'insisterai sur leur importance auprès de mes collaborateurs et des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies, en ma qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (proposition 29).

58. Je rendrai périodiquement compte à l'Assemblée générale de la mise en œuvre des diverses réformes exposées dans le présent rapport.
